

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud - CS 16326
44263 Nantes Cedex 2

Nantes, le 5 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIRBUS ATLANTIC

Boulevard des Apprentis
BP 50301
44605 Saint-Nazaire

Référence : N5-2026-0207
Code AIOT : 0006300950

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement AIRBUS ATLANTIC implanté Boulevard des Apprentis BP 50301 44605 Saint-Nazaire. L'inspection a été annoncée le 22/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a pour principal objectif de faire le point sur l'état d'avancement des actions engagées par l'exploitant pour maîtriser ses rejets atmosphériques de chrome VI au niveau de ses installations d'application de peinture.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIRBUS ATLANTIC
- Boulevard des Apprentis BP 50301 44605 Saint-Nazaire
- Code AIOT : 0006300950
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AIRBUS ATLANTIC à St-Nazaire a une activité de fabrication de pièces, d'éléments et d'assemblage de sous-ensembles pour des cellules d'aéronefs. Elle exploite, notamment, des installations d'application de peinture et des installations de traitement de surfaces.

Thème de l'inspection :

- Rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture au niveau des étuves	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 3-2-2-3	Demande d'action corrective	1 mois
4	Efficacité de la filtration au niveau des installations d'application de peinture	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 3-2-2-3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Consignes d'exploitation des cabines d'application de peinture	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 2-1-2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture - Flux horaire	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 3-2-2-3	Sans objet
3	Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture - Flux annuel	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 3-2-2-3	Sans objet
5	Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture - Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 3-2-2-3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture – Contrôle périodique	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 9-2-1	Sans objet
8	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 3-2-2-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnés d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture au niveau des étuves

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 3-2-2-3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques de composés de chrome VI issues des activités de peinture sont maintenues en permanence au deçà d'un flux horaire maximal, pour l'ensemble des émissaires inférieur à 0,3 g/h (exprimé en chrome VI) (...). Une campagne annuelle de mesure de rejets est réalisée dans les conditions représentatives d'une utilisation maximale simultanée de peintures à base de chromates sur l'ensemble du site afin de vérifier le respect du flux maximal horaire de chrome VI autorisé. (...)
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le bilan des derniers contrôles des rejets atmosphériques réalisé sur chaque cabine de peinture début novembre 2025. Le bilan présenté n'inclut pas les rejets atmosphériques de chrome VI des 2 étuves associées aux 3 cabines SUNKISS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit procéder, dans les meilleurs délais, au contrôle des rejets atmosphériques en chrome VI des 2 étuves associées aux 3 cabines d'application SUNKISS. Les dernières modalités de mesures du chrome VI définies avec l'organisme de contrôle seront mises en œuvre. Ces installations sont à intégrer dans le programme de surveillance annuel des émissions atmosphériques du site. Ces résultats seront inclus dans le calcul du flux horaire et du flux annuel des rejets de chrome VI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°2 : Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture - Flux horaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 3-2-2-3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques de composés de chrome VI issues des activités de peinture sont maintenues en permanence au deçà d'un flux horaire maximal, pour l'ensemble des émissaires inférieur à 0,3 g/h (exprimé en chrome VI) (...)
Constats : Suite à la précédente inspection, l'exploitant a mis en place un suivi du flux horaire de chrome VI émis au niveau de l'ensemble des cabines d'application de peinture. Celui-ci prend en compte les valeurs des derniers contrôles des rejets atmosphériques et des temps de pulvérisation de peinture chromatée au niveau de chaque cabine. Ce suivi au pas horaire est transmis mensuellement à l'inspection des installations classées. En décembre 2025, 2 dépassements de ce flux horaire ont été mis en évidence le 05-12-2025 et 17-12-2025. Ces 2 dépassements ont été analysés par l'exploitant ; dans les 2 cas, il est constaté un temps de pulvérisation plus important sur 2 cabines qui a pour l'origine, d'une part, un mix production défavorable avec le passage de plusieurs grandes pièces et d'autre part, la formation d'un nouveau peintre.

L'exploitant a précisé, lors de l'inspection, avoir pris en compte dans son organisation ces 2 cas pour éviter que ce type de dépassement ne se renouvelle.

En janvier 2026, aucun dépassement n'est constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture - Flux annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 3-2-2-3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

(...) Par ailleurs, le flux annuel maximal autorisé de rejet de chrome VI lié à l'activité de peinture est inférieur au flux de l'évaluation des risques sanitaires du dossier d'étude d'impact qui conclut à un risque sanitaire acceptable soit 0,23 kg/an. (...)

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le calcul du flux annuel de chrome VI rejeté au niveau de l'activité de peinture pour 2025, en se basant sur les résultats des contrôles périodiques réalisés pendant l'année et les temps de pulvérisation de peinture chromatée associés à chaque cabine.

Le flux annuel de chrome VI rejeté pour 2025 est de 0,202 kg.

Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Efficacité de la filtration au niveau des installations d'application de peinture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 3-2-2-3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

(...) Pour le respect des flux susvisés, l'exploitant surveille, notamment, l'efficacité de filtration des rejets issus des cabines de peinture et prend les mesures nécessaires dès lors que cette efficacité est inférieure à 99 % (...)

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé avoir réalisé, début janvier, la dernière mesure sur la cabine d'application de peinture SIMA dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité de la filtration de cette cabine.

L'exploitant a précisé qu'il ne procède plus à la pulvérisation de peinture chromatée dans cette cabine, depuis août 2025, hormis lors des contrôles périodiques ou des contrôles nécessaires à l'évaluation de l'efficacité de la filtration.

L'impossibilité de pulvérisation de peinture chromatée (consignation du matériel associé) a été constatée lors de la visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra, à l'inspection des installations classées, une synthèse de l'évaluation de l'efficacité de la filtration au niveau de la cabine SIMA suite à la réception des derniers résultats de contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°5 : Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture - Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 3-2-2-3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques de composés de chrome VI issues des activités de peinture sont maintenues en permanence au deçà d'un flux horaire maximal, pour l'ensemble des émissaires inférieur à 0,3 g/h (exprimé en chrome VI) (...)
Constats : Lors de l'inspection du 08-08-2025, les échanges ont porté sur les résultats des contrôles des rejets atmosphériques des installations d'application de peinture réalisés en avril 2025 par un organisme de contrôle puis en mai 2025 par un autre organisme de contrôle dans le cadre d'un contrôle inopiné. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté l'état d'avancement des actions mises en place pour la maîtrise des émissions de chrome VI au niveau de ses installations d'application de peinture. Plusieurs actions sont finalisées, en particulier : <ul style="list-style-type: none">- l'arrêt de la pulvérisation de peinture chromatée dans les cabines SIMA et SK3 ainsi que la désynchronisation des cabines SUNKISS ;- la détermination d'une différence de pression minimale pour chaque cabine de peinture ;- la mise à jour des gammes de maintenance ;- la traçabilité des formations des personnels mettant en place les dispositifs de filtration ;- l'abaissement de la température d'étuvage au niveau de la cabine SIMA ;- la mise en place d'un suivi du flux horaire basé sur le temps réel d'application des peintures chromatées ;- la réalisation de mesures en simultané par les 2 organismes de contrôle au niveau des rejets atmosphériques des cabines SIMA et SK2 ;- la réalisation d'une expertise technique par l'INERIS sur une analyse critique des méthodologies appliquées pour le contrôle de chrome VI dans les rejets atmosphériques. D'autres actions sont en cours, en particulier : <ul style="list-style-type: none">- l'optimisation et l'amélioration des filtrations au niveau de chaque cabine ;- la réalisation d'une nouvelle campagne de surveillance environnementale ;- la réalisation de nouvelles mesures des rejets atmosphériques prenant en compte les améliorations apportées à la filtration ;- l'identification des conditions de production défavorables afin de ne pas avoir de nouveaux dépassements. Ce plan d'actions a également été présenté lors de la réunion exceptionnelle de la commission de suivi de site qui s'est déroulée le 10-12-2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant tient informer périodiquement l'inspection des installations classées de l'état d'avancement de son plan d'actions. Dans son rapport du 08-12-2025 concernant l'analyse critique des méthodologies appliquées pour le contrôle de chrome VI dans les rejets atmosphériques, plusieurs recommandations sont faites par l'INERIS, en particulier, en vue d'améliorer la robustesse des résultats. L'exploitant précisera les dispositions prises pour prendre en compte ces recommandations. Par ailleurs, par courrier du 20-10-2025, M. le Sous-Préfet a fait part à l'exploitant des questions sur lesquelles il est attendu des éléments de réponse dans le cadre de l'expertise en cours. L'exploitant transmettra un bilan des actions menées ou en cours permettant de répondre aux interrogations

figurant dans ce courrier.

Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture – Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 9-2-1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les mesures portent sur les rejets suivants : (...)

Rejets issus des cabines de peinture

- Paramètres à mesurer : Composés du chrome VI

- Flux horaire total en g/h exprimé en chrome VI

- Fréquence de mesure : annuelle

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le bilan des derniers contrôles des rejets atmosphériques réalisé sur chaque cabine de peinture début novembre 2025.

Suite à ces contrôles, l'exploitant a décidé l'arrêt de la pulvérisation de peinture chromagée dans la cabine SK3. Ceci est effectif depuis mi-novembre 2025. L'impossibilité de pulvérisation de peinture chromagée dans cette cabine (consignation du matériel associé) a été constatée lors de la visite.

L'exploitant a également précisé avoir réalisé de nouvelles mesures des rejets atmosphériques sur la cabine SK3 le 13-01-2026. Le rapport de contrôle associé a été consulté lors de la visite. Le flux calculé en chrome VI lors de ce contrôle est de 0,0261 g/h.

Dans ces conditions, l'exploitant a précisé envisager de reprendre la pulvérisation de peinture chromagée dans cette cabine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la date de reprise de la pulvérisation de peinture chromagée dans la cabine SK3.

Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Consignes d'exploitation des cabines d'application de peinture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 2-1-2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit les consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en condition d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Constats :

Suite à la précédente inspection, l'exploitant a mis à jour les consignes d'exploitation établies pour le remplacement des filtres des cabines de peinture.

La mise à jour de ces consignes a été vérifiée par sondage lors de l'inspection.

Dans les consignes présentées figure la différence de pression minimale définie justifiant d'un positionnement correct des dispositifs de filtration.

Lors du contrôle par sondage des gammes renseignées suite au remplacement des filtres, il a été constaté, à une reprise, une différence de pression inférieure à l'attendu ; après analyse, l'exploitant a précisé les dispositions prises et les contrôles complémentaires réalisés. Il a également été

<p>constaté l'absence de renseignement de la valeur, du fait d'un remplacement des dispositifs de filtration le week-end sans redémarrage de l'installation suite au remplacement.</p> <p>Par ailleurs, afin d'améliorer la reproductibilité des mesures des rejets atmosphériques, il a été préconisé la définition d'un plan de mesurage pour chaque point de mesure. L'exploitant a précisé que cette action était en cours mais qu'au jour de l'inspection, les plans de mesurage n'étaient pas formalisés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que suite à chaque remplacement d'un dispositif de filtration, la différence de pression minimale justifiant la mise en place correcte des dispositifs est contrôlée et tracée.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant doit formaliser, dans les meilleurs délais et avant la réalisation des prochaines mesures, les plans de mesurage au niveau de chaque point de rejet, afin d'améliorer la reproductibilité des mesures des rejets atmosphériques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Surveillance environnementale

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 3-2-2-3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser, tous les 2 ans, des mesures de chrome total et de chrome hexavalent dans les compartiments air et sols de l'environnement proche du site selon une méthodologie et un plan de surveillance justifiés (...) Les résultats de mesure font l'objet d'une interprétation et de conclusions de l'exploitant, notamment, en termes de risques sanitaires. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>La précédente campagne de surveillance environnementale a été réalisée en juin 2024.</p> <p>L'exploitant a confirmé la réalisation, en anticipation, d'une nouvelle campagne de surveillance environnementale en novembre 2025.</p> <p>Lors de l'inspection, le rapport associé n'avait pas été transmis à l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra, à l'inspection des installations classées, le rapport de la dernière campagne de surveillance environnementale lorsque celui-ci sera disponible. Comme le précise l'article 3-2-2-3 de l'AP du 02-08-2018, les résultats de mesure feront l'objet d'une interprétation et de conclusions de l'exploitant, notamment, en termes de risques sanitaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>